

# Répondre à la crise

Jacques Cherbourg, Maxime Durand, Henri Wilno  
*Critique communiste* n°72, Mars 1988

Ce texte n'est pas une analyse de la crise. Il cherche plutôt à dessiner ce que pourraient être un programme et une stratégie de sortie de crise.

## 1. La crise, c'est la crise du capitalisme

### 1.1. Un développement incontrôlé des flux financiers et monétaires indépendamment de l'économie réelle

En Septembre 1987 en France l'indice de la production industrielle s'établissait à 102 (base 100 en 1980) tandis que celui des valeurs boursières était à 429 (base 100 au 31.12.1981). Seulement 10% des transactions quotidiennes sur devises à Londres (soit 90 milliards de £ par jour en 1985) correspondent à une activité d'échanges des entreprises.

Les conséquences de cette situation sont en premier lieu le krach d'Octobre-Novembre mais aussi le renforcement des contraintes extérieures sur les politiques économiques. La France est par exemple obligée de maintenir des taux d'intérêt réels supérieurs à ceux de la RFA pour soutenir le franc et ceci au détriment des possibilités de croissance économique. Les politiques de désinflation sont dans l'impasse : on peut réussir à réduire les variations de prix et de coûts salariaux en France au niveau moyen des autres pays industrialisés sans pour autant rien gagner en compétitivité en raison des variations des taux de change, notamment du \$.

### 1.2. L'incapacité à régler le problème des rapports Nord-Sud et de la dette du Tiers-Monde

Cette incapacité pèse sur la situation économique mondiale : en fragilisant de nombreuses banques mais aussi en ajoutant un élément supplémentaire aux tendances récessives. En effet, la contrainte de remboursement de la dette (ou au moins de paiement des intérêts) oblige les pays du Tiers Monde à mener des politiques d'austérité qui réduisent encore plus les débouchés des économies du Nord. Une approche plus complète du problème doit inclure les faits suivants : depuis 1984, les flux de capitaux nets se sont inversés : les paiements du Tiers Monde dépassent les décaissements des banques et des Etats développés. Ainsi, en 1986, on obtient (source Paribas/Banque Mondiale) :

apports au Tiers Monde	72 milliards de \$
remboursement de la dette	101 milliards de \$
transferts nets vers les pays développés	29 milliards de \$

Il ne s'agit là que des transferts officiels liés à la dette et il faut y ajouter les rapatriements de bénéficiaires des multinationales, mais aussi les opérations financières des classes dominantes des pays du Tiers Monde. Fin 1985, les pays en voie de développement (PVD) emprunteurs de capitaux détenaient à l'étranger environ 500 milliards de \$ d'actifs (dont seulement 150 milliards comptabilisés dans les réserves officielles) soit un montant équivalent à 50% de leur dette extérieure totale. Les 2/3 des sorties de capitaux du Tiers Monde ne donnent pas lieu à déclarations et peuvent donc être considérées comme des fuites de capitaux. Celles-ci concernent pour plus de la moitié les pays d'Amérique latine qui constitue la zone la plus endettée. (Source : Paribas)

### 1.3. Une utilisation récessive du progrès technologique

La logique du profit entraîne des choix négatifs pour l'humanité et l'environnement :

\* au lieu de la déqualification pour le plus grand nombre, les nouvelles techniques pourraient permettre d'avancer vers la polyvalence des formations et des qualifications.

\* au lieu de la rentabilisation et de la privatisation, l'essor de la productivité permettrait d'aller dans un nombre grandissant de secteurs vers la gratuité ou la quasi-gratuité, c'est-à-dire vers une allocation plus socialisée des ressources : santé, éducation, transports voire logement.

\* au lieu du chômage comme non-travail et non-être social et de la précarité comme mode d'existence des jeunes, l'option devrait être celle d'une réduction massive de la durée du travail qui est la base de l'émancipation humaine. Si rien n'est fait en ce sens, les tendances spontanées de l'économie conduisent à un sous-emploi de plus en plus massif : 3,5 millions de personnes en France en 1992, soit 14,6% de la population active dans le scénario le plus favorable du point de vue de l'environnement international. (Source : INSEE, prévisions DMS Décembre 1987).

\* des dégâts de plus en plus irrémédiables sont causés à l'environnement naturel : il s'agit là de la même logique d'asservissement aux exigences à courte vue du profit.

### 1.4. La faillite du libéralisme

Les recettes néolibérales, même à la sauce social-démocrate, ne réussissent pas à dessiner une sortie de crise. Au delà des divergences sur les modalités, un consensus existe entre la droite et le PS sur la nécessité d'une politique économique de « rigueur » pour rétablir les bases internes de la croissance et revenir à l'équilibre extérieur. Ce type d'accord se retrouve non seulement en France mais dans la plupart des pays d'Europe Occidentale.

\* La justification interne de l'austérité est le « théorème » attribué à Helmut SCHMIDT selon lequel : « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. » Or, on constate de ce point de vue un double blocage :

- le passage du profit à l'investissement se fait mal du fait de l'insuffisance de la demande (pour rétablir les marges on freine les salaires et donc la demande) : les politiques économiques sont ainsi confrontées à l'impossibilité d'obtenir simultanément profits et débouchés.

- le passage de l'investissement aux emplois se fait tout aussi mal parce qu'il s'agit essentiellement, dans un contexte de faible croissance, d'investissements dits de rationalisation qui visent avant tout les économies d'emploi.

Le taux de marge des entreprises privées est ainsi passé de 24,1 % de leur valeur ajoutée en 1980 à 28,1 % en 1986. Dans le même temps, leurs investissements n'ont progressé que de 6 % tandis que leurs effectifs baissaient de 3 %. Une partie importante de la hausse des profits est en pratique venue alimenter le développement des placements financiers.

\* Quant à l'objectif de rétablissement des comptes extérieurs, la généralisation des politiques d'austérité conduit à l'impasse. En effet, si un pays pris isolément comprime sa demande et ses importations, tout en essayant de développer ses exportations, il peut s'en sortir. Mais seulement sur le dos des autres puisque les importations des uns sont les exportations des autres : le propre de cette politique économique est que sa généralisation débouche inévitablement sur le rétrécissement de la production.

## 2. Les grandes lignes d'une politique économique alternative

### 2. 1. Une politique économique alternative est nécessaire

Depuis le début de la crise, toutes les politiques économiques de gestion de la situation dans le cadre du système capitaliste ont été essayées ; la plupart des pays européens ont vu se succéder gouvernements de droite ou social-démocrates. En France, nous avons eu successivement :

- une politique de relance d'inspiration keynésienne avec le premier gouvernement Chirac de 1974 à 1976. - le tournant vers l'austérité avec la nomination de Barre comme premier ministre au second semestre 1976 et première expérience de libération des prix.

- la politique de relance keynésienne et de réformes sociales menée par le gouvernement du PS et du PC après 1981, dans le cadre du système économique existant et sans remise en cause des formes d'insertion internationale de la France.

- le tournant sans équivoque vers l'austérité à partir de mars 1983 avec, ensuite, des mesures progressives de libéralisation sous l'impulsion de Bérégovoy. - le retour de la droite depuis mars 86, dont la politique consiste ouvertement à privilégier les privilégiés, sans apporter aucun élément de nouveauté quant aux problèmes de fond.

Toutes ces politiques, pour des raisons en partie différentes, ont échoué à frayer un chemin de sortie de la crise. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'issue capitaliste à la crise actuelle. Au contraire : si le mouvement ouvrier n'est pas capable d'imposer une autre voie, une sortie capitaliste aura lieu mais son contenu sera très probablement extrêmement régressif. Il s'agit donc de définir les voies et les moyens d'une autre politique.

### 2.2. Quatre principes essentiels

(1) Faire de la satisfaction des besoins sociaux la priorité : il faut « donner la priorité aux valeurs d'usage ». Cela suppose de prendre en compte l'ensemble des besoins y-compris ceux qui ne s'expriment pas à travers une demande solvable. L'objectif est de faire échapper une part grandissante de la satisfaction des besoins à la seule contrainte de l'échange marchand.

(2) Donner sa place à chacun : exclure quelqu'un du travail, c'est l'enfermer individuellement dans un non-être social, mais c'est aussi une perte pour l'ensemble de la collectivité. Donner à chacun un véritable emploi doit être une contrainte que la société doit s'imposer à elle-même.

(3) Pour une économie autogérée et planifiée : il faut retrouver l'inspiration du Congrès de Solidarnosc et de son « Programme pour une République autogérée ». L'essentiel est de donner à chacun, par les formes d'organisation appropriée de l'économie et de la société, le moyen de participer aux décisions. Cette souveraineté des travailleurs ne peut s'exercer au gré des lois des marchés, elle implique au contraire la planification, mais une planification dont la démocratie ouvrière serait le principe d'efficacité.

(4) Pour la concertation internationale et la coopération Nord-Sud : il faut rejeter toute tentation de repli sur un horizon national, tout en ne faisant pas preuve d'angélisme vis-à-vis des conditions d'internationalisation imposées par le capitalisme. Cela signifie, tant au niveau de la CEE que dans les rapports avec le Tiers Monde, faire prévaloir l'intérêt commun des peuples. C'est la seule issue, à moins d'accepter le « toujours moins » capitaliste : tant que les ouvriers français ne seront pas au niveau des Sud-Coréens et ceux-ci à parité avec l'Indonésie, il y aura

toujours un différentiel dans les coûts du travail, même pondérés par la productivité. Il faut explorer des pistes nouvelles, par exemple en matière de « moralisation » des échanges internationaux : des tarifs douaniers pondérés par les avantages sociaux des salariés sont par exemple tout-à-fait concevables.

Pour conclure : « Des contre-propositions économiques, la recherche de nouveaux critères de gestion sont importantes. Mais elles comportent un danger économiste. Or, l'essentiel est politique : c'est l'orientation prescrite à l'économie, la place et le rôle de celle-ci dans la société » (Pierre Juquin, *Fraternellement libre*, lettre à Alain Clavaud, page 197).

### 3. Des mesures nécessaires

La présentation rapide qui suit repose sur quelques idées-force :

\* Du point de vue de la transformation sociale, le gradualisme n'est pas une option plus facile : il faut au contraire franchir des seuils qualitatifs par exemple en matière de durée du travail ou de structure des rémunérations. Ne serait-ce qu'en raison de l'irréversibilité des acquis ainsi à peu près garantie.

\* Mais cette nécessité de franchir des seuils renvoie surtout à la capacité d'une expérience de transformation sociale de susciter une dynamique de soutien et de mobilisation, dont la puissance dépendra évidemment de l'ampleur des transformations à consolider.

\* Une société n'est pas malléable à l'infini. Ainsi, dans un pays du Tiers-Monde, les potentialités de l'appareil productif sont grandement limitées. En tout état de cause, il faut maîtriser l'adéquation entre l'offre sociale et la demande sociale : si l'on distribue du pouvoir d'achat, il faut par exemple que les produits sur lesquels va se porter la nouvelle consommation soient effectivement offerts. Cette condition doit être réalisée non seulement globalement, mais aussi sectoriellement : si l'on modifie par exemple la structure de la demande au détriment des produits de luxe, il faut réorienter l'appareil productif du point de vue de sa spécialisation sectorielle.

\* Il est prévisible qu'une entreprise de transformation sociale introduirait un déséquilibre à court terme, compte tenu de l'ampleur du choc et de la différence des vitesses avec lesquels opèrent les processus : si la demande peut être modifiée de manière pratiquement instantanée, l'adaptation de l'offre obéit à un rythme plus lent.

Ces déséquilibres s'expriment sur le terrain économique à quatre niveaux : solde du commerce extérieur, déficit budgétaire, tensions inflationnistes et risques de grève de l'investissement. Il faut tolérer une certaine marge de manœuvre sur les deux premiers points, ce qui ne pose pas de problème insurmontable dans le cas d'un pays comme la France. Et il faut, en ce qui concerne le comportement des entreprises, prendre des mesures qui sont autant d'ordre politique qu'économique. Le réajustement ne peut intervenir qu'à moyen terme et il repose sur la mobilisation des travailleurs.

Sur ces différents points, il faut tirer parti de l'expérience du gouvernement de gauche lors de la relance de 1982. Celle-ci est venu buter sur les obstacles suivants :

a) la distribution de revenu supplémentaire a été réelle, mais largement insuffisante pour créer un effet de seuil tel que les travailleurs y voient une conquête fondamentale à défendre. Il n'y a pas eu d'emblée de réponses quant à la réduction de la durée du travail. Donc un effet d'annonce relativement prudent qui découlait d'une volonté de ne pas effaroucher les possédants ; au

niveau international, l'erreur technique consistant à ne pas dévaluer reflète bien cette option politique.

b) la contrainte extérieure a été subie et a entraîné une dégradation considérable du commerce extérieur, faute d'avoir pris des mesures tout-à-fait élémentaires de contrôle des courants d'importations.

c) les investissements sont passés au point mort, en raison de la crise générale et de la méfiance vis-à-vis du gouvernement de gauche, mais ni le secteur public nationalisé, ni le système de crédit nationalisé n'ont été utilisés de manière à imposer d'autres normes de gestion et d'autres orientations à l'investissement, alors qu'il s'agit pourtant là de la raison essentielle des nationalisations. Au contraire Bérégovoy a pris un grand nombre de mesures de déréglementation financière, dont on a pu mesurer les effets lors du récent krach boursier. (voir Encadré sur la Bourse).

#### A quoi sert la Bourse ?

Selon les manuels d'économie, la Bourse est le cœur de l'économie : c'est là que les « capitalistes » qui achètent des titres choisissent parmi les « entrepreneurs » ceux qui leur semblent les plus performants et contribuent ainsi au « progrès » global de l'économie. Voyons maintenant la réalité. Sur la période 81-86, les sociétés françaises ont investi 2225 Milliards de Francs. Ceci a été financé par émissions d'obligations (177 Milliards) et d'actions (494 Milliards), soit 30 % du total des investissements, le reste provenant des ressources propres (les profits non distribués) et des crédits bancaires. Mais, dans le même temps, les entreprises ont acheté pour spéculer 49 Milliards d'obligations et 464 Milliards d'actions. La Bourse n'a donc en réalité apporté que 158 Milliards d'argent nouveau, c'est-à-dire seulement 7 % des investissements ! Bien loin d'être le lieu de l'orientation des investissements, la Bourse n'est que le temple des spéculateurs. Le récent krach a confirmé que la comparaison que Keynes établissait entre la Bourse et un Casino reste toujours d'actualité. Par ailleurs, la Bourse est souvent décrite comme l'exemple même du « marché pur et parfait ». A cette « pureté » et à cette « perfection » il est clair aujourd'hui qu'il faut opposer l'objectif d'une planification consciente de l'économie.

d) les mesures de la gauche n'ont pas été accompagnées d'un appel à la mobilisation et d'un effort pour transformer concrètement les rapports de travail dans le sens d'une plus grande initiative des travailleurs. Les nationalisations n'ont pas vraiment été l'affaire des salariés, même pas de ceux des entreprises concernées.

\* Compte tenu de toutes ces observations préalables, on peut maintenant esquisser ce que pourrait être un programme de transformation sociale.

### 3.1. Pour l'emploi, pour une vie décente

Il faut partager le travail, pas le chômage. Le progrès technique permet de travailler moins en produisant autant : la seule utilisation progressiste de cette possibilité c'est les 35 heures tout de suite sans perte de salaire. Et il ne s'agit là que d'une étape vers les 30 heures qui permettrait réellement aux salariés de vivre autrement et de participer aux « fruits de la productivité ».

Contre la montée d'une pauvreté et d'une misère inconcevables à l'orée du XXIème Siècle, la société doit se fixer comme contrainte essentielle l'assurance pour chacun d'un revenu décent. Son niveau doit être précisé puisque, dans le cas contraire, ce serait admettre implicitement que le niveau actuel est suffisant. On peut choisir l'estimation de la CGT pour affirmer qu'on ne peut vivre décemment dans la France de 1988 avec un revenu inférieur à 6000 F. De cette affirmation, il faut tirer la conséquence immédiate qui est qu'aucun revenu ne saurait rester inférieur au

seuil de vie décente ainsi défini. Cela implique donc que le revenu minimum doit être garanti non seulement aux salariés mais aussi aux retraités et à tous ceux à qui le système économique dénie le droit d'avoir un emploi. Aujourd'hui, on en est loin : le SMIC brut est à 4700 F mensuels, l'allocation vieillesse minimale à 2500 F, et l'allocation chômage de garantie de ressource de moins de 2000 F, sans parler de ceux qui vivent de petits boulots ou ont perdu toute source de revenu.

Pour garantir les revalorisations de revenus, il faut s'assurer que celles-ci auront eu lieu une bonne fois pour toutes, c'est-à-dire instaurer une échelle mobile des salaires. Un tel dispositif n'est pas inflationniste en soi mais seulement dans le cas où les entrepreneurs cherchent à récupérer par des hausses de prix les ajustements de salaires et de cotisations sociales. C'est un cas probable qui ne connaît que deux issues : ou la mobilisation des travailleurs en défense de leur nouveau niveau de vie est suffisante pour enrayer le processus, ou alors il faut renoncer à ces conquêtes pour revenir à la situation antérieure.

### 3.2. Les moyens de financement existent

On peut distinguer fondamentalement trois sources de financement permettant une certaine malléabilité sociale à court terme. Les deux premiers sont connus : il s'agit des dépenses militaires, d'une part, de la répartition des prélèvements (impôts et cotisations sociales). La conjoncture récente permet d'en identifier une troisième qui est constituée par la réorientation des frais financiers.

En 1988 le budget militaire a dépassé en importance le budget de l'éducation nationale : il s'agit d'un choix détestable que rien ne saurait justifier, pas même de supposées retombées industrielles ou commerciales. Ce budget s'inscrit dans une enveloppe de 474 milliards de Francs en 5 ans, qui a été votée par le PS. Choisir les armes plutôt que la formation et la culture c'est au fond un choix à courte vue. Les 175 milliards de F de dépenses militaires représentent un premier fonds qui peut servir de source de financement pour le changement.

La seconde source de financement pose le problème d'une réforme profonde des prélèvements sociaux qu'il s'agisse des impôts ou des cotisations sociales (voir Encadré sur la réforme fiscale). Dans le cas des cotisations, leur plafonnement a un effet contre-redistributif considérable. La Sécurité Sociale est un instrument fondamental dans la satisfaction de besoins élémentaires en matière de santé, de revenus complémentaires et de protection sociale. Il faut la défendre, socialiser encore son fonctionnement, notamment par l'unification des régimes, mais il faut aussi conserver son mode de gestion et lui redonner son caractère d'institution gérée par les travailleurs que la fiscalisation contribuerait à lui faire perdre.

La financiarisation de la société peut être illustrée par les données suivantes, tirées de la Comptabilité Nationale pour l'année 1986. Les entreprises ont produit une valeur ajoutée de 2600 milliards de F et dégagé un profit (EBE ou Excédent Brut d'Exploitation) de 800 Milliards de F. Sur ce total, environ 100 Milliards sont allés à l'Etat sous forme d'impôts sur les sociétés. Mais elles ont aussi distribué sous forme d'intérêts et dividendes une somme nette d'environ 350 Milliards. Il ne leur est donc resté qu'un autofinancement (RDB Revenu Disponible Brut) d'environ 350 Milliards de F pour financer un investissement et des stocks pour près de 450 Milliards de F, le reste étant couvert par emprunts et émissions de titres. Cette configuration est assez nettement différente de ce qui pouvait exister dix ans auparavant : dans leur ensemble, les firmes font en proportion plus de profit et moins d'investissement. Une partie croissante de ce profit est redistribué vers les possédants et la façon dont cette part du profit est recyclé dans l'économie dépend de leur bon vouloir : ils peuvent consommer ces revenus, les investir de manière productive ou les affecter à des usages spéculatifs ou purement financiers. C'est cette dernière utilisation qui s'est considérablement gonflé durant les années récentes, ce qui

constitue l'une des raisons majeures du krach financier d'Octobre. Tout montre par ailleurs que la consommation des riches augmentait tandis que le revenu des autres stagnait ou baissait : cette politique économique a quelque chose de tout simplement sordide.

#### Pour débattre sur la réforme fiscale

Il faut dénoncer la pseudo-théorie du poids des prélèvements obligatoires. C'est, pour commencer, une escroquerie dans les termes : le mot « prélèvement » a une connotation péjorative, voulue par les partisans du « trop d'Etat qui pèse sur l'économie ». C'est, ensuite, oublier que la plus grande partie de ces fameux « prélèvements » n'est pas sans contrepartie puisqu'elle est redistribuée, aux particuliers sous forme de prestations sociales ou de services publics, aux entreprises sous forme d'achats ou de subventions. Ce n'est pas la taille de ces transferts qui est importante, sinon leur répartition.

Il faut rappeler, contre les libéraux de tout poil, que l'impôt indirect est, par définition, plus injuste que l'impôt direct. Puisqu'il frappe de la même façon des revenus différents, il est, en fait, dégressif : que l'on soit riche ou pauvre, on paie autant de TVA quand on achète une baguette de pain. C'est pourquoi les réductions d'impôt dont CHIRAC est si fier profitent proportionnellement plus aux riches. La bonne méthode, c'est au contraire d'aller vers un taux de TVA à 0 % pour les produits de première nécessité.

Il faut, enfin, taxer sérieusement les revenus non salariaux : ceux des commerçants et des professions libérales, et en général, les revenus financiers. Même le Conseil des Impôts, qui n'est pas vraiment un repaire de gauchistes, avait critiqué les exonérations de feu l'Impôt sur les Grandes Fortunes. On peut donc aller nettement plus loin, par exemple en supprimant totalement tous les prélèvements libératoires forfaitaires, et en soumettant tous les revenus financiers à l'Impôt sur le Revenu.

Il faut introduire plus de justice dans les prélèvements directs. Le dé plafonnement des cotisations sociales est une première mesure de justice. Concernant l'Impôt sur le Revenu, dont le rendement est particulièrement faible en France, il faut, pour commencer, rétablir les tranches jusqu'à 65 % supprimées par la droite en 1986. Il faut supprimer le quotient familial et introduire une imposition personnelle à la place d'une imposition familiale. Le remplacement du quotient familial par une aide uniforme pour chaque enfant mettrait fin à ce scandale de l'enfant de cadre qui vaut plus que l'enfant d'ouvrier. La redistribution uniforme des allocations familiales correspondrait aujourd'hui à 1100 F par mois et par enfant. Il est clair, par ailleurs, que cette mesure irait dans le sens de l'indépendance économique des femmes.

Les impôts directs locaux connaissent une répartition particulièrement injuste, notamment la taxe d'habitation qui peut varier presque de 1 à 10 d'une commune à l'autre. Elle devrait être uniquement à la charge des propriétaires.

L'une des pièces essentielles de ce mécanisme est l'existence de taux d'intérêt réels (après inflation) extrêmement élevés et sans commune mesure avec ce qui existait dans les années d'expansion. Il faut briser cette dynamique qui représente un gaspillage social de grande ampleur, et cela peut être réalisé en combinant trois formes d'action :

- la déconnexion des taux d'intérêt est le préalable qui permet de mener à l'intérieur une politique monétaire débarrassée de la contrainte d'alignement sur les taux d'intérêt internationaux. C'est une mesure technique sur laquelle beaucoup d'experts ont planché en leur temps et qui est tout-à-fait opératoire à condition de se donner les moyens de contrôler les mouvements de capitaux internationaux.

- la nationalisation du système de crédit et sa réorganisation sont nécessaires afin de mieux socialiser et affecter l'épargne nationale.

- ces deux conditions étant remplies, il faut prélever à la source le profit et le contraindre à remplir sa fonction sociale qui est d'investir, en réduisant au minimum le circuit décrit ci-dessus qui soumet au bon vouloir privé d'une couche réduite de ménages disposant de forts revenus financiers l'utilisation du profit qu'ils ont, c'est le moins que l'on puisse dire, peu contribué à dégager. Rappelons ce chiffre : 350 milliards de revenus de la propriété sur un profit des entreprises de 800 milliards de F. Sur cette somme une fraction minoritaire correspond à l'épargne des travailleurs, défavorisée tant du point de vue de son montant total que de sa rémunération. On constate que la réorientation des flux financiers constitue un levier important du point de vue du financement : ramener les taux d'intérêt réels au niveau zéro qui était le leur durant les années d'expansion, permettrait de dégager près de 250 milliards de francs pour d'autres usages moins stériles.

### 3.3. Assurer « l'accompagnement de l'offre »

L'adaptation de l'offre à la demande dont il a été fait mention plus haut peut être rendue plus facile si l'on réussit à orienter la relance de la demande vers des secteurs spécifiques caractérisés par un fort contenu en main d'œuvre, des capacités de production disponibles et une faible propension à importer. En règle générale, il se trouve que la plupart des secteurs centrés vers la satisfaction des besoins sociaux répond assez bien à l'ensemble de ces critères ; on peut citer à cet égard des domaines comme le logement, les transports et communications, la santé, l'éducation et l'amélioration de l'environnement. Dans tous ces secteurs il existe d'abondantes réserves de capacités et de main d'œuvre et la proportion d'importations est relativement faible. Il faut donc imaginer des plans sectoriels régionaux assurant la relance programmée. Toutes les formules consistant à orienter vers ces secteurs la nouvelle demande soit par pré-affectation soit par une politique appropriée de prix, tarifs et formules de prêts préférentiels assouplirait les répercussions du « choc » initial. La coordination de ces plans et, de manière plus générale, l'adéquation des flux d'investissement aux objectifs de production, pourrait être réalisée au moyen d'une Banque Nationale d'Investissement centralisant les nouveaux moyens de financement décrits plus haut.

Le second objectif central de la politique d'offre serait de viser à un maximum d'autonomie technologique et commerciale et cette action devrait être combinée avec celles portant sur le contrôle des échanges.

Plus fondamentalement, cette politique d'adaptation de l'offre à la nouvelle demande passe par l'instauration d'une planification démocratique dont l'objectif est d'assurer la cohérence des choix sociaux qui n'est réalisée aujourd'hui que par le bas et avec un coût social considérable.

### 3.4. Desserrer la contrainte extérieure

La fameuse contrainte extérieure sur laquelle s'est brisée la gauche doit, pour commencer, être relativisée dans le cas de la France. Une étude fine de l'INSEE réalisée il y a quelques années fait apparaître des résultats étonnants. Le commerce extérieur était alors déficitaire dans les produits suivants : produits de base pour la pharmacie, outillage, petit électroménager, réfrigérateurs, gants, carreaux et dalles de revêtement, pierres de construction, etc.

L'économiste Denis Clerc faisait ce rapprochement comique : « nous enregistrons un excédent de 161 millions de F pour les survêtements et un déficit de 534 millions pour les sous-vêtements (...) si les valises sont fabriquées en France, les poignées ne le sont pas. » Cette

situation n'a pas évolué depuis et reste caractérisée par un mode de spécialisation intra-branche, autrement dit sur des segments fins de la production. L'économie française importe donc énormément de produits qu'elle peut et sait fabriquer compte tenu de son niveau de développement technologique. Cette position la distingue donc d'un pays dominé dont l'industrialisation est tronquée. A Cuba, au moment de la révolution, on a brusquement manqué de toute une série de produits, comme les pneus, parce qu'ils étaient importés à 100 % et que les technologies n'étaient pas maîtrisées. Dans le cas français, et c'est moins grave, il s'agit d'une industrie insuffisamment intégrée.

Il faut donc contrôler les flux d'importation tout simplement en utilisant toutes les possibilités existantes y-compris d'ailleurs celles qui sont compatibles avec la CEE. Il existe des clauses de sauvegarde, des droits de douane et des dispositifs tels que les dépôts préalables de devises qui existent dans d'autres pays, comme en Italie.

Ce contrôle doit être étendu au contrôle des changes et des mouvements de capitaux. C'est notamment, on l'a vu, la condition permettant de réaliser la déconnexion des taux d'intérêts internes.

La politique de taux de change doit être mise au service des objectifs de transformation : il faut obtenir un élargissement des marges de fluctuation, et ne pas craindre d'utiliser la dévaluation. Si celle-ci est accompagnée de mesures correctes comme la réorientation vers la production nationale - puisque la dévaluation augmente le prix des importations - et d'un contrôle des changes bloquant la spirale spéculative, on peut y trouver un outil capable de gérer transitoirement les tensions sur les prix et sur le commerce extérieur.

Plus fondamentalement les échanges extérieurs doivent être considérés comme un moyen d'accroissement de la richesse nationale mais non comme un but en soi. La contrainte extérieure existe, mais elle doit être gérée au niveau de l'ensemble de la société : les recettes à l'exportation constituent globalement les ressources permettant d'effectuer les importations. Il faut donc centraliser les recettes en devises et les affecter en fonction des objectifs retenus par le plan, et de la nécessité d'obtenir à moyen terme un équilibre des échanges extérieurs.

Une autre manière de formuler ce même principe consiste à tenir le discours suivant : nous menons dans notre pays une expérience de transformation sociale que nous vous convions à tenter également. C'est pour nous une priorité à laquelle nous subordonnons nos modalités d'insertion internationale, notamment en Europe. Nous sortirons par exemple du SME [système monétaire européen] s'il s'avère, ce qui est probable, qu'il fonctionne comme un carcan qui entrave le processus que nous menons.

Et les atouts ne sont pas minces . Du strict point de vue commercial, notre déficit structurel vis-à-vis de notre principal partenaire européen est paradoxalement une force : les entrepreneurs allemands ont plus à perdre d'une fermeture totale des marchés, et cela viendrait limiter grandement les possibilités d'actions de rétorsion. Il faut donc compter sur le « sens des affaires » des capitalistes.

Mais aussi et surtout il faut compter sur le formidable effet d'entraînement que ne manquerait pas d'avoir une expérience bien engagée sur la mobilisation des travailleurs à l'échelle européenne.

Alors que la fameuse perspective du grand marché européen en 1992 risque de fonctionner comme un énorme levier visant à écrêter les acquis sociaux et à réaliser ainsi une harmonisation sociale par le bas, qui est bien dans la logique de la compétitivité. A cette logique, il faut adresser celle du progrès qui débouche sur un espace social européen harmonisé sur la base de la satisfaction des besoins.

## 4. La rupture nécessaire

### 4.1. Une dose nécessaire d'« utopie »

Cette dose d'utopie, c'est-à-dire d'irrationalité par rapport aux mécanismes économiques existant actuellement est nécessaire. Pour des raisons simplement techniques car l'économie appliquée ne sait que reproduire ce qui existe ; ainsi les modèles économétriques de prévision postulent la stabilité des comportements et ne peuvent donc servir à quantifier une politique économique impliquant des changements structurels. Lorsqu'on utilise ces instruments pour apprécier par exemple les effets des mesures immédiates proposées, on fait par ailleurs l'hypothèse que l'on peut séparer la perturbation introduite des autres variables du modèle.

Il n'existe pas de toutes façons un « bouclage » de l'économie mondiale qui résulterait de l'ajustement des politiques économiques des différents Etats. C'est pourquoi il n'est pas possible a fortiori de présenter un programme de changement réel qui soit complètement « bouclé » c'est-à-dire dont tous les effets seraient équilibrés ex ante.

### 4.2. La nécessaire intervention des travailleurs

Comment combiner les exigences de contrôle, de planification, de centralisation qui sous-tendent ce tableau rapidement esquissé avec les aspirations autogestionnaires ou tout simplement individualistes qui peuvent être celles des travailleurs aujourd'hui ? La crise a conduit, de gré ou de force, à une remise en cause de l'Etat-providence qui va effectivement plus loin que le point de vue de la bourgeoisie consistant à trouver que cela coûte trop cher. Il existe une véritable aspiration à plus d'autonomie, plus de responsabilités, moins de dépendance.

Mais reconnaître ces aspirations n'implique pas que l'on renonce à la nécessité, au niveau social, d'une prise en charge collective des problèmes et des contraintes. C'est une vieille question que la crise actuelle ne peut conduire à traiter de manière unilatérale, trop univoque. Si le salut n'est pas dans l'étatisme, il n'est pas non plus dans les marges du système. C'est au cœur de celui-ci qu'il faut s'attaquer, c'est-à-dire aux rapports de production et à l'Etat. Et cela suppose un projet global qui se renforce de l'action de chacun des individus concrets concernés.

Revenons à ces trois termes :

Le contrôle c'est ce qui permet à une volonté collective de passer dans les faits. Le contrôle des changes, par exemple, c'est la capacité de l'ensemble de la société de s'assurer que son projet social ne va pas capoter à cause d'une poignée de possédants faisant passer leurs capitaux en Suisse, jouant en Bourse au lieu d'investir, ou spéculant contre le Franc.

La centralisation est le processus qui rend possible concrètement la socialisation des décisions économiques : l'anarchie capitaliste s'accommode fort bien de la décentralisation, de la privatisation des actions économiques. La transformation sociale passe par un processus constant de circulation des flux de décision du niveau individuel/local au niveau global/central : on ne peut pas faire l'économie de cette dialectique.

La planification, enfin, vise à réaliser la maîtrise sociale sur la manière dont s'oriente l'économie, dont sont utilisés les fruits du progrès techniques, sur la hiérarchisation des besoins à satisfaire. Il n'y a pas de ce point de vue d'authentique planification sans démocratie des producteurs puisque l'idée est justement que ce soit eux qui fixent ensemble les objectifs et les moyens, constituant ainsi cette association de producteurs libres dont MARX, avant nous, rêvait déjà.

Ce qui est donc décisif pour la réussite d'une expérience de transformation sociale, c'est que s'engage une dynamique de rupture combinant les décisions au niveau politique central avec l'intervention des travailleurs visant à défendre les nouveaux acquis puis passant à l'initiative et faisant entériner ces nouvelles conquêtes par leur gouvernement, etc. . . La notion de rupture doit être au cœur de la campagne.

#### 4.3. Des propositions économiques qui s'inscrivent dans une campagne électorale de rupture

Une telle campagne électorale doit faire le pont entre les échappées sur le futur, sur la société que nous voulons, et les réponses à apporter aux problèmes du moment, telles qu'elles sont vécues par le plus grand nombre. Sur le terrain économique, il faut combiner :

- des explications sur la perspective socialiste autogestionnaire, sur son caractère alternatif par rapport au capitalisme, tant dans l'orientation globale qu'au moment le plus immédiat.

- des réponses concrètes sur ce que nous pouvons et voulons faire aujourd'hui, ces réponses devant être ancrées dans les réalités du moment.

Au nom de l'avenir, il n'est pas possible de négliger le présent et contourner les questions dites « revendicatives » en particulier en ce qui concerne la lutte contre le chômage, la pauvreté et les inégalités. Le faire serait tomber dans un travers technocratique (« nous savons ce qui est bon pour les travailleurs ») ou dans celui du mythe du bon programme alternatif qui, par ses vertus propres, pourrait soulever des montagnes.

Alors que ce qui est décisif, c'est en fin de compte la volonté politique des travailleurs.

#### Le coût des mesures

On ne va pas présenter ici un contre-plan léché et chiffré au centime, pour les raisons que l'on a déjà dites. Mais il n'est pas inutile de donner quelques ordres de grandeur, pour montrer que ce que nous demandons, c'est à la fois peu, du point de vue des capacités d'une économie comme celle de la France, et beaucoup par rapport aux exigences étriquées de la bourgeoisie et de son système économique.

Ces estimations sont faites en supposant que, lors du passage aux 35 heures, les gains de productivité induits restent faibles : c'est l'hypothèse la plus favorable à l'emploi, et aussi la plus « coûteuse ». Le tableau ci-dessous résume le résultat des calculs établis à partir de données et d'études de l'INSEE.

SMIC à 6000F	+ 110 Milliards de F
35 heures	+ 220 Milliards de F
Revenu minimum	+ 200 Milliards de F
- Recettes induites	- 180 Milliards de F
-----	
Coût total	+ 350 Milliards de F

Si on tient compte des recettes induites par les nouveaux revenus sous forme d'impôts et de cotisations sociales, le total des nouveaux revenus perçus par les travailleurs correspondrait à 350 Milliards de F. Il s'agit d'une modification notable de la répartition mais qui ne concerne finalement que 7 % du PIB.